



COMMUNIQUE DE PRESSE

A Limoges, le 16 décembre 2025

Le Limousin sur les rails de l'abandon : 6 lignes ferroviaires menacées de fermeture en Nouvelle Aquitaine.

Le Comité de Vigilance Ferroviaire du Limousin dénonce avec force les futures annonces de la Région Nouvelle-Aquitaine, qui refuse désormais de financer les travaux d'urgence indispensables au maintien des circulations ferroviaires en Limousin. Six lignes essentielles sont menacées de fermeture dès 2026, mettant en péril la mobilité des habitants et l'avenir des territoires ruraux.

Le Limousin, déjà fragilisé par un réseau vieillissant et sous-financé, subit les conséquences dramatiques de l'austérité régionale et du désengagement de l'État. Selon les derniers rapports, la Nouvelle-Aquitaine compte 268 km de voies hors d'âge, avec un âge moyen de 34 ans pour les infrastructures les plus critiques. Malgré ces alertes, la Région se désengage, laissant les lignes se dégrader et les usagers sans solution.

Les lignes menacées de fermeture dès 2025-2026 :

- Limoges – Ussel (via Eymoutiers) : risque de substitution par autocars.
- Montluçon – Guéret – Limoges : axe vital pour la Creuse, en péril.
- Limoges – Saint-Yrieix – Objat – Brive : sections inexploitable sans travaux.
- Limoges – Saillat – Angoulême : tronçons stratégiques en danger.

Ussel – Tulle – Brive : ligne structurante pour la Corrèze.

La fermeture de ces lignes entraînerait :

- L'isolement des territoires ruraux et la perte de mobilité pour les habitants, notamment les plus vulnérables.
- Une hausse de la dépendance à la voiture, incompatible avec les objectifs écologiques et climatiques.
- La suppression d'emplois et de gares, aggravant le déclin économique des zones rurales.
- Un recul majeur de la transition écologique, alors que le train reste le mode de transport le plus vertueux.

Un choix politique inacceptable pour le Comité de Vigilance Ferroviaire du Limousin, cette situation est le résultat d'un modèle de gestion défaillant :

- Les Régions, soumises à des contraintes budgétaires, ne peuvent assumer seules le financement des infrastructures ferroviaires.
- L'ouverture à la concurrence fragmente le réseau et précarise les services.

Seul l'État peut garantir un réseau ferroviaire public, unifié et durable, avec une vision à long terme et une égalité entre les territoires.

Face à cette urgence, le Comité exige :

- Le financement d'urgence par l'État des travaux indispensables.
- Un plan national de régénération du réseau, incluant les lignes de desserte fine du territoire (LDFT).
- L'abandon de la concurrence et le recentrage sur un opérateur public unique.
- Le maintien des guichets, des emplois et des gares en Limousin.
- Un réseau ferroviaire 100 % public, financé et planifié par l'État.

Mobilisons-nous pour sauver le ferroviaire public !

Le Comité de Vigilance Ferroviaire du Limousin refuse :

- L'abandon du Limousin.
- La destruction du réseau.
- La casse du service public.

Et défend :

- Un réseau ferroviaire de qualité, pour toutes et tous.
- Une politique nationale d'aménagement du territoire.
- Les cheminots, les usagers et les territoires.

Ensemble, empêchons la fermeture des lignes du Limousin !

Contact presse : Mr Loïc COUDERT 0673568263